

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'économie, des finances
et de la souveraineté
industrielle et numérique

Arrêté du 6 mars 2025

**portant nomination au comité consultatif national de règlement amiable des différends
relatifs aux marchés publics**

NOR : ECOM2507243A

**Le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et
numérique,**

Vu le code de la commande publique, notamment ses articles R. 2197-6 à R. 2197-10 ;

Vu l'arrêté du 11 avril 2022 portant nomination au comité consultatif national de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics ;

Vu la proposition du secrétaire général du ministère de l'aménagement du territoire et de la décentralisation et du ministère de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche en date du 30 janvier 2025,

Arrête :

Article 1^{er}

Pour le ministère de l'aménagement du territoire et de la décentralisation et le ministère de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche, la liste nominative des représentants de l'Etat mentionnés au 3° de l'article R. 2197-6 du code de la commande publique pour siéger au comité consultatif national de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics est arrêtée comme suit, à compter du 11 avril 2025 :

- Madame Anne BERNARD-GELY, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, inspection générale de l'environnement et du développement durable ;
- Monsieur Jérôme DIETENHOEFFER, sous-directeur des affaires juridiques de l'énergie et des transports, direction des affaires juridiques ;
- Madame Elise MOALIC, cheffe du bureau du droit de la commande publique, direction des affaires juridiques ;
- Madame Isabelle LE GUICHAOUA, adjointe à la cheffe du bureau du droit de la commande publique, direction des affaires juridiques.

La durée du mandat est fixée à trois ans à compter de cette date.

Article 2

La directrice des affaires juridiques est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* de l'administration centrale des ministères économiques et financiers.

Fait le 6 mars 2025

Pour le ministre et par délégation :
La directrice des affaires juridiques
Clémence OLSINA